

Porter à la connaissance



PLAN LOCAL d'URBANISME

SOMMAIRE

1) PREAMBULE	3
2) LA LOI RELATIVE A LA SOLIDARITE ET AU RENOUVELLEMENT URBAINS	4
MODIFIEE PAR LA LOI URBANISME ET HABITAT DU 02 JUILLET 2003	
3) LE DECRET 2005-608 DU 27 MAI 2005 - EVALUATION DES INCIDENCES	8
DES DOCUMENTS D'URBANISME SUR L'ENVIRONNEMENT	
4) LES DISPOSITIONS DE PORTEE GENERALE - ARTICLES L.110 ET L.121-1	9
5) LES DISPOSITIONS DE PORTEE JURIDIQUE	10
5.1. <i>Les lois et décret relatifs à l'archéologie</i>	10
5.2. <i>Les lois relatives aux monuments historiques et aux sites</i>	11
5.3. <i>La loi sur l'eau n°92.3 du 3 janvier 1992</i>	12
5.4. <i>La loi sur l'élimination des déchets du 15 juillet 1975 et du 13 juillet 1992</i>	22
5.5. <i>La loi sur le bruit du 31 décembre 1992</i>	22
5.6. <i>La loi Paysages du 8 janvier 1993</i>	24
5.7. <i>La loi Environnement du 2 février 1995</i>	25
5.8. <i>La Défense Incendie</i>	29
5.9. <i>Loi du 30 décembre 1996 sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie "LAURE"</i>	31
5.10 <i>La loi sur la publicité du 29 décembre 1979</i>	31
5.11 <i>La Politique locale de l'habitat</i>	32
5.12 <i>La prise en compte de la Politique Energétique</i>	34
5.13 <i>La prise en compte de l'intérêt de l'Agriculture et de la Forêt</i>	34
5.14 <i>Le Schéma de Développement Commercial</i>	37
5.15 <i>Le Saturnisme</i>	37
5.16 <i>Le Tourisme</i>	37
6) AUTRES PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES	38
6.1 <i>Amendement Dupont</i>	38
6.2 <i>Environnement et milieux naturels</i>	39
6.3 <i>Déplacements et Sécurité Routière</i>	40

7) LES ETUDES A DISPOSITION DE LA COLLECTIVITE.....45

1) PREAMBULE

➤ *Rappel des procédures*

La commune de **Castres-Gironde** est gérée au regard de l'urbanisme par un Plan d'Occupation des Sols approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 2 février 1989.

➤ *Procédure actuelle*

Par délibération en date du 4 décembre 2008, le Conseil Municipal de la commune de **Castres-Gironde** a décidé d'engager la révision du Plan d'Occupation des Sols valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme sur l'ensemble de son territoire.

➤ *A titre d'information*

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de **Castres-Gironde** devra être compatible avec :

- Le Schéma Directeur de l'Aire Métropolitaine Bordelaise approuvé par le Comité Syndical du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de l'Aire Métropolitaine Bordelaise en date du 26 septembre 2001.

➤ *A titre d'information*

Par délibération en date du 24 octobre 2007, le Comité Syndical du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de l'Aire Métropolitaine Bordelaise a décidé d'engager la procédure de mise en révision du Schéma Directeur de l'Aire Métropolitaine Bordelaise approuvé et sa mise en forme de Schéma de Cohérence Territoriale.

➤ *Coopération Intercommunale*

La commune de **Castres-Gironde** est comprise dans le périmètre délimité par la Communauté de Communes de Montesquieu.

2) LOI n° 2000-1208 du 13 DECEMBRE 2000 RELATIVE A LA SOLIDARITE ET AU RENOUVELLEMENT URBAINS MODIFIEE PAR LA LOI URBANISME ET HABITAT DU 2 JUILLET 2003.

Cette loi traduit la volonté de promouvoir un développement des territoires plus cohérent, plus durable, plus solidaire. Pour répondre à cet objectif, la loi renforce le lien entre l'urbanisme, l'habitat et les déplacements en donnant au projet de la collectivité, mis au centre du dispositif de planification, une valeur prospective majeure.

A l'échelle de la collectivité, le Plan Local d'Urbanisme exprime dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable un véritable projet dans le respect des orientations de la loi :

- mixité urbaine et sociale,
- maîtrise de l'étalement urbain, des besoins de déplacement et de la circulation automobile,
- affirmation de la notion de développement durable.

LE CONTENU DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Il est défini à l'article L.123.1 du Code de l'Urbanisme qui précise son contenu : l'expression d'un projet urbain et sa traduction de façon réglementaire. Après un rapport de présentation, il comprend le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (P.A.D.D.), le règlement accompagné des documents graphiques, ainsi que des annexes (servitudes, annexes sanitaires ...) et éventuellement des orientations d'aménagement.

➤ **Le Rapport de Présentation**

⇒ expose le diagnostic communal prévu à l'article L.123-1 du Code de l'Urbanisme et précise les besoins répertoriés en matière :

- de développement économique,
- d'agriculture,
- d'aménagement de l'espace,
- d'environnement,

- d'équilibre social de l'habitat,
- de transports,
- d'équipements et de services.

⇒ analyse l'état initial de l'environnement,

⇒ explique les choix retenus pour établir le P.A.D.D. et le zonage, au regard des objectifs définis à l'article L121.1 du Code de l'Urbanisme,

⇒ expose les motifs des limitations d'usage et d'utilisation des sols,

⇒ justifie en cas de révision les changements apportés aux règles édictées,

⇒ évalue les incidences et orientations retenues sur l'environnement,

⇒ expose la manière dont le plan prend en compte le souci de préservation et de mise en valeur des milieux.

➤ **Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable**

Il a pour fonction de présenter le projet communal pour les années à venir. C'est un document simple, accessible à tous les citoyens, qui permet un débat clair au sein du Conseil Municipal.

Il définit dans le respect des objectifs et principes énoncés aux articles L 110 et L121.1 du Code de l'Urbanisme les orientations d'aménagement et d'urbanisme retenues pour l'ensemble de la commune, notamment en vue de favoriser le renouvellement urbain, de préserver la qualité architecturale et l'environnement.

➤ **Il est possible en outre d'établir dans le Plan Local d'Urbanisme des orientations d'aménagement**

Ces **orientations d'aménagement** permettent à la commune de préciser les conditions d'aménagement de certains secteurs qui vont connaître un développement ou une restructuration particulière.

Les opérations décidées dans des quartiers qui connaissent une évolution significative doivent être compatibles avec les orientations d'aménagement.

Les conditions d'aménagement et d'équipement des zones 1AU doivent être précisées dans ce dossier (article R.123.6 du Code de l'Urbanisme). Elles font l'objet d'un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation et de la réalisation des équipements correspondants (article L.123.1 - 14° du Code de l'Urbanisme).

➤ **Le Règlement**

Il définit :

⇒ les **zones urbaines**, dites zones "**U**". Il s'agit des secteurs déjà urbanisés, et des secteurs où les équipements ont une capacité suffisante pour desservir les constructions. Dans de telles zones, une autorisation d'occuper le sol ne saurait être refusée pour insuffisance de réseaux (eau potable, assainissement et électricité). Dans une telle éventualité, le demandeur pourrait se retourner contre la commune qui ne pouvait légalement classer en zone urbaine des terrains non desservis sans avoir l'intention de réaliser les équipements publics nécessaires.

Au sens de l'article L.111-4 du Code de l'Urbanisme, les équipements concernent les réseaux publics de distribution d'eau, d'assainissement et de distribution d'électricité nécessaires pour assurer la desserte d'un projet.

⇒ les **zones à urbaniser** dites zones "**AU**" : ce sont les secteurs naturels de la commune, destinés à être urbanisés :

- lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, son ouverture à l'urbanisation peut être subordonnée à une modification ou à une révision du Plan Local d'Urbanisme ;
- si les équipements existants en périphérie sont suffisants, **les orientations d'aménagement et le règlement** définissent les conditions d'aménagement et d'équipement de la zone (article R.123-6 du Code de l'Urbanisme). Les constructions y sont autorisées, soit lors de la réalisation **d'une opération d'aménagement d'ensemble**, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévue par le **Projet d'Aménagement et de Développement Durable** et le **Règlement**.

⇒ les **zones agricoles** dites zones "**A**". Ce sont les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Les constructions et installations nécessaires au service public ou d'intérêt collectif et à l'exploitation agricole sont **seules** autorisées en zone A.

Cependant des bâtiments agricoles, en raison de leur intérêt architectural ou patrimonial, peuvent faire l'objet d'un changement de destination dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'exploitation agricole et **qu'il soit identifié dans les pièces graphiques du règlement**.

⇒ Les **zones naturelles** dites zones "**N**". Sont classées en zones naturelles et forestières les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison, soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ... soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels. Le classement en zone «**N**» permet toute activité agricole.

Le règlement peut comprendre **tout** ou **partie** des règles édictées à l'article R 123.9 du Code de l'Urbanisme, hormis les règles d'implantation qui **doivent figurer** sur les documents écrits (articles 6 et 7) **ou** graphiques :

. Il n'est plus obligatoire de préciser l'affectation des sols selon leur usage principal ou la nature des activités dominantes. Seule demeure l'exigence "de définir, en fonction des circonstances locales, les règles concernant l'implantation des constructions". Le règlement ne peut par contre édicter des prescriptions ou des interdictions à l'encontre des procédures telles que les lotissements, permis groupés, etc .

. Une superficie minimale de terrain ne pourra pas être exigée, sauf pour des contraintes techniques **justifiées** par l'assainissement non collectif ou lorsque cette règle est **justifiée** pour préserver l'urbanisation traditionnelle ou l'intérêt paysager de la zone considérée.

. Les coefficients d'occupation des sols (COS) ne sont fixés que pour les zones à urbaniser (AU), les zones urbaines (U), éventuellement différenciés pour tenir compte de la destination des constructions, et dans les zones à protéger, en raison de la qualité des paysages afin de favoriser, par un transfert de C.O.S., le regroupement des constructions (articles L.123.4 et R.123.8 du Code de l'Urbanisme).

. Lorsqu'un plan de déplacement urbain, un programme local de l'habitat ou un schéma de développement commercial a été élaboré, leurs orientations s'imposent au Plan Local d'Urbanisme ; le Plan Local d'Urbanisme doit être compatible avec le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), lorsqu'il existe.

LA CONCERTATION ET L'INFORMATION

Pour assurer la concertation avec les habitants et satisfaire la parfaite information du public, les Plans Locaux d'Urbanisme ne sont applicables qu'au terme d'un processus réglementaire comprenant notamment le dispositif de concertation retenu par la commune tout au long de l'étude (articles L.123.6 et L.300.2 du Code de l'Urbanisme).

Par ailleurs, le Porter à Connaissance (PAC) de l'Etat est désormais tenu à disposition du public de manière continue, il sera le cas échéant joint au dossier d'enquête publique. Il ne fait pas, cependant, partie des pièces constitutives du Plan Local d'Urbanisme mentionnées à l'article R.123.1 du Code de l'Urbanisme.

Enfin, au minimum deux mois avant l'arrêt du projet du Plan Local d'Urbanisme, un débat doit être organisé au sein du Conseil Municipal. Ce débat porte sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable.

L'approbation du Plan Local d'Urbanisme, par délibération du Conseil Municipal, n'intervient qu'après l'enquête publique.

L'ASSOCIATION DES PERSONNES PUBLIQUES

Le principe de l'association est mentionné aux articles L 121-4, L.123-7 à L.123.10 du Code de l'Urbanisme. Les personnes publiques sont associées ou consultées, soit à la demande de la collectivité, soit à leur demande, durant l'élaboration du document, et leur avis est joint au dossier d'enquête publique (article R.123-19).

LA COMMISSION DE CONCILIATION

- La commission de conciliation peut être saisie par le Préfet, les communes ou les groupements de communes maître d'ouvrage de l'élaboration du document d'urbanisme, ainsi que par les personnes publiques associées à l'élaboration du document (articles L.121.6 et R.121.6 à R.121.13 du Code de l'Urbanisme).
- Elle peut intervenir à tout moment lors de la procédure d'élaboration.
- Ses propositions sont publiques.

3) LE DECRET n° 2005-608 du 27 MAI 2005 : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EVALUATION DES INCIDENCES DES DOCUMENTS D'URBANISME SUR L'ENVIRONNEMENT ET MODIFIANT LE CODE DE L'URBANISME

Le décret n° 2005-608 du 27 mai 2005 relatif à l'évaluation des incidences des documents sur l'environnement et modifiant le Code de l'Urbanisme, précise en son article 2 – section V – les critères d'application de « L'évaluation environnementale » pour ce qui concerne les documents d'urbanisme.

Les articles R.121-14 et R. 123-2-1 du Code de l'Urbanisme, précisent les critères d'application de « L'évaluation Environnementale » pour ce qui concerne les documents d'urbanisme.

Article R.121.14 du Code de l'Urbanisme : *Font également l'objet d'une évaluation environnementale :*

① *Les plans locaux d'urbanisme qui permettent la réalisation de travaux, ouvrages ou aménagements mentionnés à l'article L.414-4 du Code de l'Environnement ;*

② *Lorsque les territoires concernés ne sont pas couverts par un schéma de cohérence territoriale ayant fait l'objet d'une évaluation environnementale dans les conditions de la présente section :*

a) *Les plans locaux d'urbanisme relatifs à un territoire d'une superficie supérieure ou égale à 5 000 hectares et comprenant une population supérieure ou égale à 10 000 habitants ;*

b) *Les plans locaux d'urbanisme qui prévoient la création, dans des secteurs agricoles ou naturels, de zones U ou AU d'une superficie totale supérieure à 200 hectares.*

c) *Les plans locaux d'urbanisme des communes situées en zone de montagne qui prévoient la réalisation d'unités touristiques nouvelles soumises à l'autorisation du préfet coordonnateur de massif.*

d) Les plans locaux d'urbanisme des communes littorales au sens de l'article L.321.2 du Code de l'Environnement qui prévoient la création, dans des secteurs agricoles ou naturels, de zones U ou AU d'une superficie totale supérieure à 50 hectares.

L'article R.123.2.1 du Code de l'Urbanisme précise le contenu du rapport de présentation lorsque le Plan Local d'Urbanisme est soumis à Evaluation Environnementale.

Au cours de l'élaboration du projet, la collectivité peut consulter le Préfet sur le degré de précision des informations que doit contenir l'étude environnementale du rapport de présentation (article L.121-12 - 2^{ème} alinéa du Code de l'Urbanisme).

4) LES DISPOSITIONS DE PORTEE GENERALE – ARTICLES L.110 et L.121.1 DU CODE de l'URBANISME

L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme doit s'effectuer dans le respect des dispositions des **articles L.110 et L. 121-1 du Code de l'Urbanisme** qui définissent le cadre dans lequel doivent s'élaborer les documents d'urbanisme.

ARTICLE L.110 du CODE de L'URBANISME

L'article L.110 contient les principes fondamentaux issus des textes législatifs.

Cet article stipule que :

*« **Article L.110** - Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences.*

Afin d'aménager le cadre de vie, d'assurer sans discrimination aux populations résidentes et futures des conditions d'habitat, d'emploi, de services et de transports répondant à la diversité de ses besoins et de ses ressources, de gérer le sol de façon économe, d'assurer la protection des milieux naturels et des paysages, ainsi que la sécurité et la salubrité publiques, et de promouvoir l'équilibre entre les populations résidant dans les zones urbaines et rurales et de rationaliser la demande de déplacements, les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace ».

ARTICLE L.121.1 du CODE de L'URBANISME

Le Plan Local d'Urbanisme devra également être compatible avec les dispositions de l'**article L.121.1 du Code de l'Urbanisme** dont les dispositions sont les suivantes :

*« **Article L.121.1** - Les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer :*

« ♦ L'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural, d'une part, et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages, d'autre part, en respectant les objectifs du développement durable ;

« ♦ La diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat urbain et dans l'habitat rural, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, notamment commerciales, d'activités sportives ou culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics, en tenant compte en particulier de l'équilibre entre emploi et habitat ainsi que des moyens de transport et de la gestion des eaux.

« ♦ Une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains, périurbains et ruraux, la maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des écosystèmes, des espaces verts, des milieux, sites et paysages naturels ou urbains, la réduction des nuisances sonores, la sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du patrimoine bâti, la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.

« ♦ Les dispositions des 1° à 3° sont applicables aux directives territoriales d'aménagement visées à l'article L.111-1-1 ».

5) LES DISPOSITIONS DE PORTEE JURIDIQUE

Le Plan Local d'Urbanisme devra être établi en intégrant les obligations découlant des différents codes et textes législatifs ou réglementaires s'imposant aux procédures d'aménagement et d'urbanisme. Il s'agit des textes ci-après :

5.1 – Les lois et décret relatifs à l'archéologie

5.1.1 – La loi du 27 septembre 1941 modifiée portant réglementation des fouilles archéologiques

Afin d'éviter toute destruction de site, qui serait susceptible d'être sanctionnée par la législation relative aux crimes et délits contre les biens (articles 322-1 et 322-2 du Code Pénal), le Service Régional de l'Archéologie devra être immédiatement prévenu de toute découverte fortuite conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi du 27 septembre 1941, validée par l'ordonnance n° 45-2092 du 13 septembre 1945 et reprise à l'article L.531-14 du Code du Patrimoine. Cette mention figurera dans le rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme.

5.1.2 - La loi n° 2001.44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive

Cette loi modifiée par la loi n° 2003-707 du 1^{er} août 2003 a pour objet d'assurer, à terre et sous les eaux, dans les délais appropriés, la détection, la conservation ou la sauvegarde par l'étude scientifique des éléments du patrimoine archéologique affectés ou susceptibles d'être affectés par les travaux publics et privés concourant à l'aménagement.

Les dispositions de cette loi sont pour partie reprises aux articles L.510.1 et suivants du Code du Patrimoine instituée par l'ordonnance 2004-178 du 20 février 2004.

Il sera nécessaire de retranscrire intégralement dans le rapport de présentation les mentions légales suivantes :

*« Conformément aux dispositions de l'article L.522-5 du Code du Patrimoine, les projets
« d'aménagement affectant le sous-sol des terrains sis dans les zones définies en annexe
« sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur
« réalisation.*

*« Par ailleurs, en dehors de ces zones, des découvertes fortuites au cours de travaux sont
« possibles. En ce cas, afin d'éviter toute destruction de site qui serait susceptible d'être
« sanctionnée par la législation relative aux crimes et aux délits contre les biens (articles
« 322-1 et 322-2 du Code Pénal), le Service Régional de l'Archéologie devra en être
« immédiatement prévenu, conformément à l'article L.531-14 du Code du Patrimoine ».*

5.1.3 – Le décret n° 2004.490 du 3 juin 2004

Il précise notamment les opérations susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique qui ne peuvent être entreprises qu'après accomplissement des mesures de détection et, le cas échéant, de conservation ou de sauvegarde définies par la loi du 17 janvier 2001 modifiée.

5.2 – Les lois relatives aux monuments historiques et aux sites

5.2.1 – Les monuments historiques

L'ordonnance 2004-178 du 20 février 2004 portant création du Code du Patrimoine a abrogé la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques. Ces dispositions sont désormais codifiées au titre VI du Code du Patrimoine.

La loi relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains du 13 décembre 2000 dans son article 40 a ouvert la possibilité sur proposition de l'Architecte des Bâtiments de France et

après accord avec la commune de modifier le périmètre de protection des 500 mètres. Cette possibilité est reprise à l'article L.621.2 du Code du Patrimoine.

Le nouveau périmètre est annexé au Plan Local d'Urbanisme dans les conditions prévues à l'article L.126.1 du Code de l'Urbanisme.

Information communiquée par le Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine Gironde

Loi de 1913 sur les monuments historiques

Un seul monument historique est repéré sur la commune. Il s'agit de l'abside de l'église paroissiale classée depuis le 10 septembre 1913. Le territoire communal est toutefois impacté par les servitudes de protection générées par les châteaux de Coulomey à Beautiran et de Mongenan à Portets.

5.2.2 – Les sites

L'ordonnance 2000-914 du 18 mai 2000 a abrogé la loi du 2 mai 1930. Les dispositions relatives à la protection des monuments naturels et des sites sont codifiées aux articles L.341.1 à L.341.22 du Code de l'Environnement.

5.3 - Loi sur l'Eau n° 92.3 du 3 janvier 1992 complétée par la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques

La Loi du 3 janvier 1992 s'inscrit dans le cadre d'un renforcement de la politique de l'environnement, tant au niveau communautaire que national. Elle a notamment pour objectif d'assurer et de réhabiliter la qualité des eaux du territoire. La loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques est venue la compléter. Ces lois sont transcrites dans le Code de l'Environnement Livre II - Titre 1^{er} (partie Législative et partie Réglementaire).

Cette réglementation sur l'eau et les milieux aquatiques s'inscrit dans la démarche d'un renforcement de la politique de l'environnement tant au niveau communautaire que national.

Les principes fondamentaux en sont la reconnaissance de la valeur patrimoniale de l'eau, le respect de l'équilibre des écosystèmes aquatiques, des zones humides et de leur richesse spécifique, l'adéquation de toute opération ou projet dans le domaine de l'eau et l'implication plus grande de l'Etat et des Collectivités Territoriales dans la gestion de l'eau.

5.3.1 – Prise en compte du SDAGE et des SAGE dans les documents d'urbanisme

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 a créé deux outils de planification dans le domaine de l'eau :

- *Les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)* qui fixent, par grand bassin hydrographique, les orientations d'une gestion équilibrée de la ressource en eau. Ils sont élaborés par le comité du bassin.
- *Les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)* qui peuvent être élaborés à l'échelle d'un sous-bassin versant ou d'un groupement de sous-bassins par une commission locale de l'eau dont la composition est arrêtée par le Préfet. Ils fixent les objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur et de protection quantitative et qualitative des ressources en eau superficielle et souterraine, des écosystèmes aquatiques, ainsi que des objectifs de préservation des zones humides. Ils doivent être compatibles avec le SDAGE.

Les SDAGE et les SAGE s'imposent aux autorités administratives. Les programmes et les décisions administratives afférant au domaine de l'eau doivent être compatibles ou rendus compatibles avec leurs dispositions.

Les documents locaux d'urbanisme doivent être compatibles avec les orientations fondamentales définies par les SDAGE, ainsi qu'avec les objectifs de protection définis par les SAGE. Lorsqu'un de ces documents (SDAGE ou SAGE) est approuvé après l'élaboration d'un document local d'urbanisme, alors le document local doit être rendu compatible avec lui, si nécessaire, dans un délai de trois ans (article L.123-1 du Code de l'Urbanisme).

SDAGE :

La commune de **Castres-Gironde**, au même titre que toutes les autres communes de la Gironde, est concernée par le SDAGE du Bassin Adour Garonne approuvé par arrêté du Préfet Coordinateur du Bassin en date du 6 août 1996. Ce SDAGE est en cours de révision, son approbation est programmée pour fin 2009.

Parmi les mesures du SDAGE en vigueur figurent les zones vertes et les axes bleus.

- *Les zones vertes* sont des écosystèmes aquatiques et des zones humides remarquables qui méritent une attention particulière et immédiate à l'échelle du Bassin Adour Garonne (mesures A3 à A9 du SDAGE).
- *Les axes bleus* sont les axes migrateurs prioritaires pour la mise en œuvre des programmes de restauration des poissons grands migrateurs du Bassin Adour Garonne (mesure A22).

SAGE :

La commune de **Castres-Gironde** est concernée par le SAGE « Nappes Profondes de la Gironde » approuvé par arrêté préfectoral en date du 25 novembre 2003.

Le Plan Local d'Urbanisme doit être compatible avec ces Schémas (article L.123-1 du Code de l'Urbanisme). Par ailleurs, il sera nécessaire de préciser la sensibilité de la nappe par

rapport aux objectifs du SAGE et au regard des usages qui en seront prévus par le Plan Local d'Urbanisme.

5.3.2 – Gestion de l'Eau potable

L'objectif est de garantir aux populations l'alimentation en eau potable. Toutes les zones urbanisées et urbanisables devront être desservies par le réseau public d'adduction d'eau.

L'article L.2224-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que les communes sont compétentes en matière de distribution d'eau potable. Dans ce cadre, elles arrêtent un schéma de distribution d'eau potable déterminant les zones desservies par le réseau de distribution.

Devront figurer dans le Plan Local d'Urbanisme :

La structure administrative.

La commune fait partie du syndicat d'ARPOCABE.

Les ressources.

Dans son Plan Local d'Urbanisme, la Collectivité :

- Précisera quelles sont les mesures d'économie d'eau et de substitution envisagées ;
- Portera en annexes :
 - ◇ le rapport sur le prix et la qualité du service (rapport annuel disponible en juin de l'année n+1) ;
 - ◇ lorsqu'ils existent, les diagnostics des réseaux d'eau potable et la modélisation des réseaux qui viendront en complément des pièces à fournir au titre de l'article R.123-14-3° du Code de l'Urbanisme.

Information communiquée par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt

La commune de **Castres-Gironde** est comprise dans **la zone de répartition des eaux** pour les prélèvements dans la nappe de l'Oligocène à l'ouest de la Garonne repérée à la cote 15 mètres NGF. A ce titre, la commune est soumise aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 28 février 2005.

🔗 **Ressource**

Localisation :

L'ensemble du syndicat est alimenté par un forage, Hydro travaux 3 appartenant à la Communauté Urbaine de Bordeaux.

Sur le territoire communal existe également quatre autres forages (Bellefond 2, HT 1, HT 2, Rocher 3), et une source (Bellefond). Ces ressources sont propriétés de la Communauté Urbaine de Bordeaux, et ne desservent que les communes concernées.

Origine :

Le forage communal capte la nappe de l'oligocène à une profondeur de 17 mètres.

Qualité :

L'eau distribuée est conforme aux normes fixées par la réglementation.

Périmètre de protection :

Le forage n'a pas fait l'objet d'un arrêté préfectoral, la procédure est en cours. L'hydrogéologue s'est prononcé le 22 février 2008 pour l'établissement de périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Alimentation de substitution :

Pour des raisons de sécurité sanitaire, la collectivité devrait s'assurer de la possibilité d'une alimentation de substitution.

🔗 **Prescriptions applicables à l'aqueduc de Budos**

La commune de **Castres-Gironde** est traversée par l'aqueduc de Budos

Protection sanitaire de l'aqueduc de Budos - Prescriptions applicables à la plantation de vignes -

L'aqueduc de Budos : de par sa conception et du mode de transit de l'eau (circulation à plan d'eau libre), cet ouvrage fait l'objet de servitudes et prescriptions pour assurer la protection de l'eau qui y circule.

Les travaux d'établissement de l'aqueduc de Budos ont été déclarés d'utilité publique par décret du 16 juin 1884.

Ce décret a autorisé la ville de Bordeaux à acquérir à l'amiable ou par voie d'expropriation, les sources, terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de ce projet.

Des servitudes ont alors été établies avec chaque propriétaire par signature d'acte authentique passé devant notaire.

Par la suite, les différentes dispositions réglementaires visant la protection de l'aqueduc, ont été reprises dans un document datant du 16 février 1970. Ce règlement institue notamment les obligations suivantes :

- Une servitude perpétuelle de passage d'une largeur de 8 mètres (4 mètres de part et d'autre de l'ouvrage) pour visite, entretien et réparation de l'aqueduc. Dans cette bande toute construction, activité, dépôt, culture ... y sont interdits.
- Une zone non aedificandi d'une largeur de 15 mètres (7,5 mètres de part et d'autre de l'aqueduc).
- Une zone de protection sanitaire d'une largeur de 35 mètres de part et d'autre de l'ouvrage.

Cette zone sanitaire a été définie pour prévenir tous risques de pollution de l'eau liés notamment à des infiltrations de substances polluantes (fumiers, engrais, produits phytosanitaires ...).

De plus, le Code de la Santé Publique prévoit dans son article L.1324-4 une disposition pénale générale applicable en cas de dégradation des aqueducs.

Article L.1324-4 : « Le fait, par imprudence ou négligence, de dégrader des ouvrages publics ou communaux destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, ou de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité, dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, conduites, aqueducs, réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique, est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la troisième classe ».

En conséquence, la plantation de vignes sur des terrains traversés par l'aqueduc doit impérativement respecter les prescriptions suivantes :

- | |
|--|
| <p>→ Interdiction de planter des vignes sur la servitude de passage de 8 mètres centrée sur l'aqueduc.</p> <p>→ Le terrain étant traversé par l'aqueduc, il sera nécessaire de prévoir un accès différent pour chacune des deux parcelles de part et d'autre de l'aqueduc afin d'éviter toute circulation d'engin sur la servitude de passage.</p> <p>→ La plantation de vignes se fera en évitant les fouilles dans la zone des 15 mètres.</p> <p>→ La culture se fera sans épandage de fumiers ni de boues de stations d'épuration dans la zone de protection sanitaire. L'apport d'engrais et de produits fertilisants sera le plus réduit possible et se fera selon le Code des Bonnes pratiques Agricoles.</p> <p>→ L'écoulement des eaux de ruissellement se fera dans une direction opposée à celle de l'aqueduc.</p> |
|--|

🔗 **Réseaux de distribution :**

Devront être joints dans le document « Annexes » les plans de réseaux et informations précisées à l'article R.123-14-3° du Code de l'Urbanisme.

En application de l'article R.1321-57 – Livre III, Titre II, chapitre I du Code de la Santé Publique (sécurité sanitaire des eaux et des aliments) : « les réseaux intérieurs mentionnés au 3° de l'article R.1321-43 ne peuvent pas, sauf d'érogation du Préfet, être alimentés par une eau issue d'une ressource qui n'a pas été autorisée en application de l'article L.1321-7. Ils ne doivent pas pouvoir, du fait des conditions de leur utilisation, notamment à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, perturber le fonctionnement du réseau auquel ils sont raccordés ou engendrer une contamination de l'eau distribuée dans les installations privées de distribution ... ».

Réglementations applicables aux distributions privées :

- Dans le cadre d'une distribution collective privée autre que pour l'usage personnel d'une famille : l'utilisation pour la consommation humaine est soumise à autorisation en application de l'article L.1321-7 du Code de la Santé Publique.

Le dossier d'autorisation est défini par l'arrêté ministériel du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R.1321-42 du Code de la Santé Publique.

- Dans le cadre d'une distribution à l'usage personnel d'une famille : l'utilisation d'eau à partir d'un puits ou d'un forage privé pour l'usage personnel d'une famille doit être **déclarée** à la Mairie et à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, conformément à l'article L.1321-7 du Code de la Santé Publique.

Autres réglementations

Avant de réaliser un captage, il convient de respecter les réglementations et / ou recommandations suivantes :

- Le livre II – Titre 1^{er} du Code de l'Environnement, le Code Général des Collectivités Territoriales, le Code de la Santé Publique où sont codifiées les lois sur l'eau n°92-3 du 3 janvier 1992 et n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques.
- Le SDAGE Adour Garonne approuvé par arrêté préfectoral du 6 août 1996.
- Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux « *Nappes Profondes de la Gironde* » approuvé par arrêté préfectoral du 25 novembre 2003.
- Article 131 du Code Minier.

Ces dispositions seront reprises dans le Plan Local d'Urbanisme en pièces annexes.

5.3.3 – Gestion de l'Assainissement des eaux usées et des eaux pluviales

L'objectif est la maîtrise de l'évacuation des eaux usées et des eaux pluviales. La politique d'assainissement de la commune doit être cohérente avec la politique d'aménagement et d'urbanisme.

Devront figurer dans le Plan Local d'Urbanisme :

⇒ **La structure administrative.**

⇒ **La définition de la politique générale**

En application de l'article L.2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales :

I - Les communes sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées.

II - Les communes assurent le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites. Elles peuvent également, à la demande des propriétaires, assurer les travaux de mise en conformité des ouvrages visés à l'article L.1331-4 du Code de la Santé Publique, depuis le bas des colonnes descendantes des constructions jusqu'à la partie publique du branchement, et les travaux de suppression ou d'obturation des fosses et autres installations de même nature à l'occasion du raccordement de l'immeuble.

L'étendue des prestations afférentes aux services d'assainissement municipaux et les délais dans lesquels ces prestations doivent être effectivement assurées sont fixés par décret en Conseil d'Etat, en fonction des caractéristiques des communes et notamment de l'importance des populations totales agglomérées et saisonnières.

III- Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, les communes assurent le contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cette mission de contrôle est effectuée soit par une vérification de la conception et de l'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de huit ans, soit par un diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien pour les autres installations, établissant, si nécessaire, une liste des travaux à effectuer.

Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut excéder huit ans.

Elles peuvent, à la demande du propriétaire, assurer l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif. Elles peuvent en outre assurer le traitement des matières de vidange issues des installations d'assainissement non collectif.

Elles peuvent fixer des prescriptions techniques, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation d'un dispositif d'assainissement non collectif.

Conformément à l'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

*1° Les zones d'assainissement collectif où **elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques** et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;*

2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;

3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;

4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Il est rappelé à l'autorité compétente que les rejets d'effluents, même traités, de constructions neuves sont interdits dans tout exutoire ne présentant pas un écoulement pérenne et notamment les fossés situés le long des voies routières.

Par ailleurs, il appartient à l'autorité municipale de prévenir par des précautions convenables et de faire cesser les pollutions de toute nature au titre de l'article L.2212.2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Dans les zones à risque pouvant affecter les espaces naturels et urbains, en particulier les zones inondables, les rejets directs ou indirects d'eau usée seront interdits dans les cours d'eau.

La commune de **Castres-Gironde** a réalisé et passé à l'enquête publique ce schéma directeur d'assainissement. Les conclusions de cette étude devront donc être prises en compte dans la délimitation du zonage (des zones urbaines « U » et à urbaniser « AU ») et dans le règlement du Plan Local d'Urbanisme.

Un Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) a été créé.

L'article L.123.1 du Code de l'Urbanisme prévoit, dans son onzième alinéa que le Plan Local d'Urbanisme peut « Délimiter les zones visées à l'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales concernant l'assainissement et les eaux pluviales ».

Ainsi, pour une meilleure compréhension du projet communal, notamment en ce qui concerne la justification de l'ouverture à l'urbanisation, seront reportées sous forme cartographique dans le rapport de présentation :

- les zones d'assainissement collectif ;

- les zones d'assainissement non collectif en précisant les caractéristiques principales des sols et leur faculté à recevoir un assainissement individuel. Les conditions de mise en place de l'assainissement non collectif seront précisées dans les pièces annexes du Plan Local d'Urbanisme.
- les zones où des mesures, qui seront précisées dans les pièces annexes du Plan Local d'Urbanisme, doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols ;
- les zones où des mesures particulières de traitement des eaux pluviales seront précisées lorsque les pollutions qu'elles apportent peuvent nuire au milieu environnant,
- les sites retenus pour l'épandage des boues de la station d'épuration.

Ces éléments seront appréciés au regard du Schéma Directeur d'Assainissement qui sera joint utilement en annexe au Plan Local d'Urbanisme.

Il est rappelé que :

« L'acte, qui procède à la mise en œuvre des ces dispositions (contenues dans le Schéma Directeur d'Assainissement), qui a un caractère réglementaire, est au nombre des règles dont les autorités compétentes pour délivrer les autorisations d'occupation ou d'utilisation du sol doivent s'assurer du respect » (Conseil d'Etat n° 281877 du 26 octobre 2005). Un permis ne saurait donc être délivré si l'assainissement collectif prévu au Schéma Directeur n'existe pas.

Par ailleurs, la lecture combinée des articles L.111-4 et R.123-5 du Code de l'Urbanisme suppose qu'une autorisation de construire avec un assainissement individuel ne devrait être délivrée à un pétitionnaire en zone U qu' en l'attente de réalisation des équipements publics dont l'échéancier doit être précisé. Hormis ce cas, un système d'assainissement individuel ne devrait pas être autorisé en zone urbaine (zone « U »).

Assainissement non collectif :

Dans l'hypothèse où les conclusions du schéma directeur d'assainissement préconiseraient pour certains secteurs la filière filtre à sable drainé, il devra être tenu compte de la position de la M.I.S.E. (Mission Inter Services de l'Eau) en date du 7 mai 1999, avant toute délimitation des zones constructibles.

Cette filière ne devra en effet être retenue, pour les constructions nouvelles, qu'à titre tout à fait exceptionnel et uniquement si l'exutoire est pérenne.

Il est rappelé que l'article 4 du règlement du Plan Local d'Urbanisme doit préciser « les conditions de réalisation d'un assainissement individuel » (article R.123-9 – 4^{ème} du Code de l'Urbanisme).

Assainissement collectif :

La commune de **Castres-Gironde** dispose d'un réseau public d'assainissement desservi par une station d'épuration (type aération prolongée) prévue pour 1 500 équivalents / habitants.

L'assainissement des eaux usées est géré par le Syndicat Intercommunal du CAPOAR (Castres, Portets et Arbanats).

Le programme d'assainissement devra justifier de la conformité du réseau avec les choix d'urbanisation de la commune.

Il conviendra, en application de l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées d'assainissement des agglomérations, de concevoir et d'implanter les stations d'épuration de manière à préserver les habitations et les établissements recevant du public des nuisances de voisinage et des risques sanitaires.

La Directive Européenne du 21 mai 1991, relative à la collecte, au traitement et au rejet des eaux résiduaires urbaines, a fixé :

- des obligations de traitement approprié pour toutes les eaux résiduaires urbaines qui pénètrent dans un système de collecte (article 7 de la directive n°91-271) ;
- des échéances pour l'assainissement des eaux usées d'agglomération de plus de 2000 équivalents habitants (E.H.). En l'absence de mise en conformité des dispositifs de collecte, de traitement et de rejet aucun nouveau secteur ne pourra être ouvert à l'urbanisation.

Dans ces conditions, toute nouvelle proposition d'ouverture à l'urbanisation des zones naturelles (A et N) ou à urbaniser (AU) devra être accompagnée, le cas échéant, par la programmation de travaux et actions nécessaires à la mise en conformité ou la réalisation des équipements de collecte et de traitement situés à l'aval de ces nouvelles zones.

La situation du système d'assainissement collectif s'appréciera globalement à l'échelle de « l'agglomération d'assainissement » au sens de l'article R.2224-6 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour chaque « agglomération d'assainissement » sera produit la carte visualisant les zones de la commune raccordées à la station d'épuration avec la localisation de la station d'épuration et du rejet dans le milieu récepteur et le nom du cours d'eau.

Dans le cas d'une station d'épuration intercommunale, la collectivité joindra la convention de déversement attestant de la charge polluante maximale qui lui a été attribuée par l'intercommunalité, ainsi que les éléments concernant les renseignements généraux afférents

à la dite station et le fonctionnement actuel (conformité, dysfonctionnements observés, charge actuelle, ...), ainsi que le diagnostic du réseau.

D'une manière générale, il est recommandé de mener, de pair, la révision du Plan Local d'Urbanisme avec celle du Schéma Directeur d'Assainissement en vue d'assurer une bonne cohérence avec le projet communal.

Pour une meilleure compréhension du projet communal, la collectivité précisera :

- la capacité actuelle de la station d'épuration et les projets en cours ;
- sa capacité résiduelle ;
- sa conformité.

Il sera joint en annexes, le rapport sur le prix et la qualité du service (rapport annuel disponible en juin de l'année n+1).

Les zones humides et remblais dans le lit majeur des cours d'eau :

Le Code de l'Environnement régit l'assèchement, la mise en eau, l'imperméabilisation des zones humides ou de marais d'une surface supérieure à 1 000 m² et dans le lit majeur d'un cours d'eau les installations, les ouvrages, les remblais qui soustraient des surfaces égales ou supérieures à 400 m².

Des effets cumulatifs de surfaces inférieures à celles signalées ci-dessus peuvent avoir des répercussions très négatives vis à vis de l'environnement. Seuls les règlements d'urbanisme peuvent corriger bénéfiquement ces conséquences néfastes et préserver notamment les zones humides remarquables et les zones d'extension des crues, en les classant zone N.

5.4 - Loi sur l'élimination des déchets du 15 juillet 1975 et du 13 juillet 1992

La loi du 15 juillet 1975 fait obligation aux communes de collecter et d'éliminer les déchets ménagers.

Les orientations de la Loi du 13 juillet 1992 sont à prendre en compte dans le cadre de la révision du plan local d'urbanisme.

En application des dispositions du décret du 18 novembre 1996, le Plan Départemental de Gestion des déchets ménagers doit être révisé pour tenir compte des objectifs nationaux concernant la valorisation des déchets d'emballage et de recyclage des matériaux ainsi que des instructions ministérielles du 28 avril 1998.

Devront figurer dans les annexes sanitaires la structure administrative compétente et la description du système de collecte et de traitement.

Le Plan Local d'Urbanisme devra aussi préciser, le cas échéant, les emplacements retenus pour le stockage et le traitement des déchets (article R.123-14-3^e alinéa du Code de l'Urbanisme).

Le département de la Gironde est couvert par un Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés approuvé par arrêté préfectoral en date du 15 décembre 2003.

5.5 - Loi sur le bruit du 31 décembre 1992

Le bruit est une des préoccupations majeures des administrés et il doit faire l'objet d'une attention particulière dans l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme.

- Loi du 31 Décembre 1992

La loi sur le bruit du 31 décembre 1992 poursuit trois objectifs majeurs :

- *Instaurer une réglementation pour les activités et objets bruyants qui en sont dépourvus (installations classées),*
- *Renforcer les obligations de protection préventive dans le domaine de l'habitat,*
- *Instaurer un contrôle des grandes sources de bruit et prévoir des sanctions adaptées.*

Cette loi vise à renforcer la prévention de la nuisance d'une part et à contraindre l'occupation des sols d'autre part, quand la nuisance ne peut être évitée.


Deux décrets, parus en 1995, mettent en application les articles concernant plus particulièrement les infrastructures routières :

- Le décret 95-21 du 9 janvier 1995 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le Code de l'Urbanisme et le Code de la Construction et de l'Habitation.
- Le décret 95-22 du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit des aménagements et des infrastructures de transports terrestres, complétée par l'arrêté du 5 mai 1995.
- Le décret 2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation.

Les prescriptions d'isolement acoustique, dans les secteurs qui, situés au voisinage des infrastructures de transports terrestres sont affectés par le bruit, doivent figurer dans les annexes du Plan Local d'Urbanisme, avec la référence des arrêtés préfectoraux correspondants et l'indication des lieux où ils peuvent être consultés (article R.123-14-5^o du Code de l'Urbanisme).

La Route Départementale 1113 (ex. Route Nationale 113)

La commune de **Castres-Gironde** est concernée par l'arrêté interministériel en date du 6 octobre 1978 modifié et complété par arrêtés des 23 février 1983 et 30 mai 1996. L'arrêté préfectoral du 30 janvier 2003 a défini le classement des infrastructures terrestres en Gironde et classe à ce titre *la Route Départementale 1113 (ex. R.N.113)*.

 Annexe 2: Arrêté du 30-01-2003 – Fiche relative à la R.D.1113 -


La voie ferrée Bordeaux Saint-Jean à Sète

Castres-Gironde est également concerné par la loi n°92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit qui s'applique aux nuisances sonores engendrées par les infrastructures ferroviaires.

Il convient de prendre en compte les effets du décret 95-21 du 9 janvier 1995 relatif au classement des infrastructures de transport terrestre, ainsi que les prescriptions de l'arrêté ministériel du 30 mai 1996, relatif à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit.

Dans le cas présent, la commune de **Castres-Gironde** est traversée **par la voie ferrée n° 640000, classée dans la catégorie 1 des infrastructures de transport terrestre bruyantes** par arrêté de M. le Préfet de la Gironde en date du 2 mars 2009.

Le Plan Local d'Urbanisme devra prendre en compte la zone de nuisance correspondante de part et d'autre de la voie ferrée Bordeaux – Sète.

 Annexe 3: Lettre S.N.C.F. -

5.6 - Loi « Paysages » du 8 janvier 1993

La loi de « Protection et Mise en valeur des Paysages » du 8 janvier 1993 précise en particulier que les plans locaux d'urbanisme doivent prendre en compte la préservation de la qualité des paysages et la maîtrise de leur évolution. Ils peuvent en outre identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les quartiers, rues, monuments, sites et secteurs à protéger ou à mettre en valeur pour des motifs d'ordre esthétique, historique ou écologique et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur protection (articles L.123.1 – 7° et R.421.1 et suivants du Code de l'Urbanisme).

Le rapport de présentation doit comporter les éléments justificatifs correspondant aux classements d'espaces boisés. Il est rappelé que les défrichements sont rendus impossibles dans les espaces boisés classés.

Les orientations suivantes devraient notamment être prises en considération :

Les paysages remarquables :

Ils seront repérés et délimités, que ce soient des parcs, des parties de forêts ou des arbres ou qu'il s'agisse d'éléments faisant partie de sites, de la culture ou de l'histoire de la commune. Il sera tenu compte des différentes échelles de vision pour effectuer cette identification. La protection des parcs, en raison de la nature et de la qualité du boisement, qui constituent, au même titre que les édifices, un élément important du paysage pourra être assurée par le classement en espace boisé classé.

Les plantations d'alignement, les haies, les talus, les berges de cours d'eau seront pris en compte s'il y a lieu et leur préservation sera assurée par le classement en espace boisé classé, au titre de l'article L.123-1-7^{ème} du Code de l'Urbanisme.

Le mitage rural :

Il convient d'éviter la dissémination excessive des constructions dans l'espace rural qui auraient notamment pour effet de banaliser le paysage, de déstructurer les exploitations agricoles et d'alourdir les coûts de divers services publics, l'assainissement en particulier.

Information communiquée par le Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine

Castres-Gironde dispose d'un habitat ancien sur son territoire ; il serait souhaitable que la commune prenne en compte la protection du patrimoine naturel et bâti dans le rapport de présentation et mette en œuvre les moyens réglementaires pour assurer sa protection.

Par ailleurs, ce service souligne que dans le cadre de la Loi Solidarité et Renouvellement Urbains le zonage devra s'attacher à renforcer des noyaux urbains déjà construits soit en permettant leur densification soit en ouvrant à l'urbanisation des secteurs les jouxtant.

5.7 - Loi « Environnement » du 2 février 1995

Cette loi, codifiée dans le Code de l'Environnement, affirme les principes généraux de protection du droit de l'environnement. Elle rappelle notamment :

Article L.110-1 du Code de l'Environnement - Les espaces, ressources et milieux naturels, les sites et paysages, les espèces animales et végétales, la diversité et les équilibres biologiques auxquels ils participent font partie du patrimoine commun de la Nation.

Leur protection, leur mise en valeur, leur restauration, leur remise en état et leur gestion sont d'intérêt général et concourent à l'objectif de développement durable qui vise à satisfaire les besoins de développement des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Elles s'inspirent, dans le cadre des lois qui en définissent la portée, des principes suivants :

- le principe de précaution, selon lequel l'absence de servitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable ;
- le principe d'action préventive et de correction, par priorité à la source des atteintes à l'environnement, en utilisant les meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable ;
- le principe pollueur-payeur, selon lequel les frais résultant des mesures de prévention, de réduction de la pollution et de lutte contre celle-ci doivent être supportés par le pollueur ;
- le principe de participation, selon lequel chaque citoyen doit avoir accès aux informations relatives à l'environnement, y compris celles relatives aux substances et activités dangereuses.

Article L.110-2 du Code de l'Environnement - Les lois et règlements organisent le droit de chacun à un environnement sain et contribuent à assurer un équilibre harmonieux entre les zones urbaines et les zones rurales.

Il est du devoir de chacun de veiller à la sauvegarde et de contribuer à la protection de l'environnement.

Les personnes publiques et privées doivent, dans toutes leurs activités, se conformer aux mêmes exigences.

A – Loi du 30 juillet 2003 modifiant l'article L.562-1 du Code de l'Environnement

Cet article précise les conditions d'élaboration et d'application des plans de prévention des risques naturels qui s'imposent en tant que servitude aux documents d'urbanisme (article R.126-1 du Code de l'Urbanisme).

Au titre de cette loi, la commune de **Castres-Gironde** doit prendre en compte les risques suivants :

5.7.1 – Les risques naturels

Les risques naturels peuvent donner lieu à un plan de prévention des risques, mais il est indispensable que sur les communes qui ne font pas l'objet d'un plan de prévention des risques l'aléa connu soit pris en compte dans l'élaboration du document d'urbanisme (article R.123-11b du Code de l'Urbanisme).

5.7.1.1 – Le risque «Inondation»

Sur le territoire de la commune de **Castres-Gironde**, un Plan de Prévention des Risques Inondation par la Garonne a été approuvé par arrêté préfectoral en date du 24 octobre 2005.

Par application de l'article L.126.1 du Code de l'Urbanisme, le Plan de Prévention des Risques approuvé vaut « Servitudes d'Utilité Publique ».

A ce titre, il sera annexé au Plan Local d'Urbanisme.

Il sera, par ailleurs, matérialisé sous forme d'à plat sur le plan de zonage.

5.7.1.2 – Le risque «Incendie de forêt»

Castres-Gironde, en raison de sa surface boisée et du nombre de départs de feux de surface enregistrés, est classée dans le Dossier Départemental des Risques Majeurs comme étant exposée au risque feu de forêt.

La commune étant classée commune forestière, les règles de débroussaillage imposées par la loi n°2001-602 du 9 juillet 2001 – seront r appelées dans le rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme.

Le règlement départemental de protection de la forêt contre l'incendie dans le département de la Gironde approuvé par arrêté préfectoral en date du 11 juillet 2005 s'organise en trois parties :

- ***Titre I : Dispositions à caractère général :***

Ces dispositions règlent les conditions de vie et d'implantation dans les espaces boisés du département ou leur proximité immédiate.

- ***Titre II : Dispositions complémentaires applicables dans les communes à dominante forestière :***

Ces prescriptions réglementent les activités, l'utilisation des véhicules ainsi que les aménagements effectués dans les communes à dominante forestière.

- ***Titre III : Mesures exceptionnelles :***

Ces mesures limitent les activités dans les espaces exposés lors d'épisodes climatiques particulièrement défavorables et dangereux en termes d'éclosion et de propagation des feux de forêt.

Les principes d'obligations et les prescriptions édictées dans cet arrêté préfectoral s'imposent à tous. Il est rappelé que, conformément à l'article L.2212.2 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire de la commune est dépositaire des pouvoirs de police en matière de sécurité publique.

L'ensemble des dispositions contenues dans le titre II de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2005 s'impose à la commune de **Castres-Gironde**.

L'essentiel de ces dispositions pourrait être utilement rappelé dans le rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme en vue d'assurer une bonne information des populations concernées.

De plus, en application de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2005, un espace libre, permettant le passage des engins de lutte contre les feux de forêts entre des propriétés clôturées, devra être imposé tous les 500 mètres en moyenne.

Il devra en être de même à l'extrémité de toute route en cul-de-sac ou de tout lotissement « en raquette ».

Il conviendra d'engager, pour les zones concernées, le processus d'analyse suivant :

◇ Définition des mesures susceptibles de constituer une parade par rapport aux risques (équipements de défense, éléments naturels, éléments de gestion du risque).

◇ Tirer les conséquences de la prise en compte du risque par rapport à l'urbanisation :

- Solutions alternatives (possibilités de construire en dehors de la forêt) ;
- Définir des zones avec interdiction absolue de construire en forêt, si l'aléa est trop fort et si les parades ne sont pas envisageables techniquement, économiquement et financièrement ;
- Définir des zones où, bien qu'il y ait un risque, des possibilités de construire seront admises sous réserve de l'existence de parades (obligations réglementaires).

5.7.1.3 – Le risque «Retrait – Gonflement des argiles » ou « Etude d'Aléas »

Les mouvements de terrains différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation désignés sous le vocable de « retrait – gonflement des sols » est lié à la propriété qu'ont certains argiles de changer de volume en fonction de leur capacité d'absorption.

Ce « retrait-gonflement » successif des terrains argileux peut être accentué par la présence d'arbres à proximité, engendre des dommages importants sur les constructions : fissures des murs et cloisons, affaissement de dallages, rupture de canalisations enterrées.

L'étude d'aléas réalisée fin 2005 pour le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable a mis en évidence deux types de sensibilité pour la commune :

Moyen : 35,9 %
Faible : 63,6 %


La carte d'aléa est disponible sur le site www.argiles.fr - données en % de la surface de la commune.

Le plan de zonage et les prescriptions réglementaires devront prendre ce risque en interdisant tout type de construction dans les secteurs les plus sensibles. Les dispositions constructives à mettre en œuvre seront précisées (article R.123-11-b du Code de l'Urbanisme)..

5.7.1.4 – Informations complémentaires liées aux risques naturels

La commune de **Castres-Gironde** a fait l'objet depuis 1982 de 6 arrêtés de catastrophe naturelle.

Il conviendra d'analyser les risques à l'origine de ces événements afin que le Plan Local d'Urbanisme prenne en compte ces différents phénomènes.

 Annexe 4 : Tableau des arrêtés –

B – La loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques et sa transposition dans le Code de l'Environnement

Article L.212-2-2 du Code de l'Environnement stipule que l'autorité administrative établit et met à jour pour chaque bassin ou groupement de bassins, après avis du comité de bassins, un programme de surveillance de l'état des eaux.

Les propriétaires riverains des cours d'eau, lacs et plans d'eau non domaniaux sont tenus de laisser le libre passage sur leurs terrains aux agents mandatés par l'autorité administrative pour accéder aux dits cours d'eau, lacs et plans d'eau et effectuer les mesures nécessaires à la mise en œuvre et au suivi du programme de surveillance de l'état des eaux, dans la mesure nécessaire à l'accomplissement de cette mission.

Article L.215-18 du Code de l'Environnement prévoit que pendant la durée des travaux visés aux articles L.215-15 et L.215-16, les propriétaires sont tenus de laisser passer sur leurs terrains les fonctionnaires et les agents chargés de la surveillance, les entrepreneurs ou ouvriers, ainsi que les engins mécaniques strictement nécessaires à la réalisation de travaux, dans la limite d'une largeur de six mètres.

A ce titre, il sera fait mention de la servitude A.4, servitude applicable aux terrains riverains des cours d'eau non domaniaux ou compris dans l'emprise du lit de ces cours d'eau. La fiche juridique « Servitude A.4 – Cours d'eau non domaniaux » sera jointe au Plan Local d'Urbanisme.

Les terrains bâtis ou clos de murs à la date du 3 février 1995 ainsi que les cours et jardins attenants aux habitations sont exempts de la servitude en ce qui concerne le passage des engins

La servitude instituée au premier alinéa s'applique autant que possible en suivant la rive du cours d'eau et en respectant les arbres et plantations existants.

Le Code de l'Environnement montre ainsi qu'il existe deux servitudes de passage, une première pour les agents mandatés par l'autorité administrative pour la surveillance de l'état des eaux (article L.212-2-2) et la deuxième pour exécuter les travaux d'entretien (article L.215-18).

Ces informations seront reportées dans leur intégralité dans le Plan Local d'Urbanisme.

5.8 – La défense « Incendie »

Il apparaît nécessaire en premier lieu de rappeler que l'évaluation des besoins en eau pour la lutte contre l'incendie est fixée par :

- la circulaire interministérielle n°465 du 10 décembre 1951,
- la circulaire interministérielle du 20 février 1957,
- la circulaire interministérielle du 9 août 1967.

Ces textes précisent entre autres que les pompiers doivent trouver sur place, en tout temps, 120 m³ d'eau utilisables en deux heures quelle que soit la nature des points d'eau ; ce débit constitue un minimum.

Ces besoins peuvent être satisfaits indifféremment, à partir d'un réseau de distribution, par des points d'eau naturels, par des réserves artificielles.

Lorsque les réseaux ne permettent pas d'obtenir ces débits, la défense incendie ou son complément peuvent être assurés par des réserves d'eau aménagées.

L'implantation et les caractéristiques des hydrants doivent répondre aux normes NF.S 61.211 ou NF.61.213 et NF.S.62.220.

En ce qui concerne le réseau de distribution, les prises d'eau doivent se trouver en principe à une distance **de 200 à 300 mètres les unes des autres**. Cet espacement entre prises d'eau équivaut à une distance entre la construction et la prise d'eau comprise entre 100 et 150 mètres ; par dérogation, il est admis que cette distance peut être portée à 200 mètres.

Le Maire a la possibilité d'adapter la défense incendie en fonction de son coût et de la réalité des enjeux ; à ce titre, s'il apprécie un risque comme étant particulièrement faible, il relève de sa responsabilité d'accepter un point d'eau naturel se trouvant à 400 mètres.

Les points d'eau naturels peuvent être des cours d'eau, mares, étangs, puits, pièces d'eau, etc ...

Les points d'eau naturels et les réserves artificielles doivent être équipés et aménagés de façon à être accessibles par les engins.

Il est à noter que les réseaux d'eau potable ne peuvent être dimensionnés pour les seuls besoins de la défense incendie.

Pour ce qui concerne plus spécifiquement les zones artisanales et industrielles, l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours sera requis.

En tout état de cause, l'attention de l'autorité municipale doit être attirée sur le fait que toute construction nouvelle dans un secteur dépourvu de défense incendie engagerait en cas de sinistre sa responsabilité au titre des articles L.2212-1 et L.2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La commune de **Castres-Gironde** devra prendre en compte ces risques et ces spécifications dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme.

Par ailleurs, par lettre circulaire du 10 mai 2004, le Préfet de la Gironde précise, dans le cadre de l'instruction des actes d'urbanisme, la prise en compte du risque incendie selon la nature du risque.

Cette circulaire distingue :

- le risque courant ;
- le risque bâtementaire faible ;
- le risque aggravé pour lequel la consultation du S.D.I.S. est recommandée ;
- les risques particuliers pour lesquels la consultation du S.D.I.S. est obligatoire.

Ces dispositions s'appliquent à toutes les communes de la Gironde.

5.9 - Loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie du 30 décembre ou « LAURE »

La LOTI n°82-1153 du 30 décembre 1982 affirme le principe de satisfaire les besoins des usagers au titre des moyens de transport intérieur, dans le respect des objectifs de limitation ou de réduction des risques, accidents, nuisances...

Elle précise que « l'élaboration et la mise en œuvre de la politique globale des transports sont assurées conjointement par l'Etat et les collectivités territoriales concernées dans le cadre d'une planification décentralisée,... »

La LAURE a pour objectif de mettre en œuvre le droit reconnu à chacun de respirer un air qui ne nuise pas à sa santé.

Dans le domaine de l'urbanisme, l'obligation principale pour tous les documents d'urbanisme est de maîtriser les besoins de déplacement en évitant l'étalement urbain et en proposant des modes de déplacement doux (piétons et cyclistes) et de prévenir les pollutions et nuisances (article L.121-1 du Code de l'Urbanisme).

5.10 – Loi sur la publicité du 29 décembre 1979

La publicité peut être une atteinte aux paysages et un vecteur d'accroissement de l'insécurité routière et de ce fait, il est judicieux de prendre en compte la *loi du 29 décembre 1979 relative à la publicité*.

En complément de l'étude du Plan Local d'Urbanisme, dans le cadre de la loi de 1979, une réflexion pourrait être menée conduisant à déterminer une zone à publicité restreinte ou élargie.

Les actes instituant des zones de publicité restreinte et des zones de publicité élargie, en application des articles L.581.10 à L.581.14 du Code de l'Environnement peuvent être reportées dans les pièces annexes du Plan Local d'Urbanisme au titre de l'article R.123.14 du Code de l'Urbanisme.

Il n'appartient pas au Plan Local d'Urbanisme, par contre, de fixer directement des règles en matière de publicité ou d'enseignes.

5.11 - Politique Locale de l'Habitat

Le Plan Local d'Urbanisme doit permettre la mise en œuvre de textes législatifs importants en matière d'habitat.

La Loi d'Orientation pour la Ville n° 91-662 du 13 Juillet 1991 qui affirme la nécessaire prise en considération des préoccupations d'habitat dans tous les documents d'urbanisme, dans le respect des principes d'équilibre, de diversité et de mixité, avec pour objectif général d'assurer, sans discrimination, aux populations résidentes et futures, des conditions d'habitat, d'emploi, de service et de transport répondant à leurs besoins et à leurs ressources.

La Loi relative à la lutte contre les exclusions n° 98-0657 du 29 juillet 1998 « tend à garantir l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance ». Elle prévoit de faciliter l'accès et le maintien dans le logement des personnes démunies.

La Loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage rappelle que chaque commune doit envisager leur accueil par la possibilité de stationner sur son territoire.

Le Schéma Départemental des Gens du Voyage approuvé le 27 février 2003 prévoit la mise en œuvre d'une politique locale d'accueil et de stationnement pour cette population.

La Loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains

affirme, notamment dans l'article L.301.1 du Code de la Construction et de l'Habitation, la nécessité d'assurer une offre d'habitat diversifiée et de qualité. « La politique d'aide au logement a pour objet de favoriser la satisfaction des besoins de logements, de promouvoir la décence du logement, la qualité de l'habitat, l'habitat durable et l'accessibilité aux personnes handicapées, d'améliorer l'habitat existant et de prendre en charge une partie des dépenses de logement en tenant compte de la situation des familles et des ressources des occupants. Elle doit tendre à favoriser une offre de logement qui, par son importance, son insertion urbaine, sa diversité de statut d'occupation et de répartition spatiale, soit de nature à assurer la liberté de choix pour toute personne de son mode d'habitation ».

A l'échelle de la Communauté de Communes de Montesquieu, une démarche de politique de l'habitat est en cours d'élaboration et définit actuellement les enjeux du Programme Local de l'Habitat.

La Loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant Engagement National pour le Logement constitue le volet principal du Pacte National pour le Logement. Elle comporte un ensemble de mesures juridiques, fiscales et financières destinées à augmenter l'offre de logements, favoriser l'accession sociale à la propriété et améliorer la qualité de l'habitat des foyers les plus modestes. Elle comprend, en particulier, un important dispositif en direction des collectivités territoriales afin de les inciter, directement ou indirectement, à développer leur politique de construction de logements. Cette loi modifie et complète les articles L.121-4, L.123-1, L.123-2, L.123-6, L.123-8, L.123-12-1 et L.230-4-1 du Code de l'Urbanisme.

« L'article L.121-4 du Code de l'Urbanisme prévoit l'association des établissements publics de coopération intercommunale (E.P.C.I.) compétents en matière de programme local de l'habitat ».

« L'article L.123-1 du Code de l'Urbanisme précise que le rapport de présentation peut présenter un échéancier prévisionnel des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants ».

« L'article L.123-2 du Code de l'Urbanisme étend la possibilité d'établir une servitude « mixité sociale » aux zones « à urbaniser » (AU) et permet la possibilité de réserver, dans certains secteurs, des pourcentages de logements collectifs ».

« L'article L.123-6 du Code de l'Urbanisme précise que la décision de prescription est notifiée à ce même établissement public de coopération intercommunale ».

« L'article L.123-8 du Code de l'Urbanisme prévoit que cet établissement public de coopération intercommunale peut être consulté ».

« L'article L.123-12-1 du Code de l'Urbanisme prévoit que trois ans après l'approbation d'un Plan Local d'Urbanisme, un débat est organisé au sein du Conseil Municipal sur les résultats de l'application du Plan au regard des besoins en logements ».

« L'article L.230-4-1 du Code de l'Urbanisme prévoit les obligations relatives aux conditions de réalisation de programmes de logements sociaux et leur fin d'opposabilité ».

La Loi n° 2009-179 du 17 février 2009 pour l'Accélération des Programmes de Construction et d'Investissement Publics et Privés autorise jusqu'au 31 décembre 2010, la modification de l'article 7 du règlement du Plan Local d'Urbanisme sans enquête publique, sur délibération motivée du Conseil Municipal après avoir été portée à la connaissance du public.

Cette loi modifie aussi *l'article L.123-13 du Code de l'Urbanisme* qui, autorise sous condition certaines modifications mineures sans enquête publique.

La Loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de Mobilisation pour le Logement et la Lutte contre l'Exclusion (Loi MLLE) modifie et complète le Code de l'Urbanisme.

Les articles 31 et 32 de la loi complètent l'article L.123-1 du Code de l'Urbanisme. Pour éviter la multiplication des petits logements, il autorise le Plan Local d'Urbanisme à :

- ***article 31** : « délimiter, dans les zones urbaines ou à urbaniser, des secteurs dans lesquels les programmes de logements doivent comporter une proportion de logements d'une taille minimale qu'ils fixent » (article L.123-1-15^{ème} du Code de l'Urbanisme) ;*
- ***article 32** : « délimiter, dans les zones urbaines ou à urbaniser, des secteurs dans lesquels, en cas de réalisation d'un programme de logements, un pourcentage de ce programme doit être affecté à des catégories de logements qu'il définit dans le respect des objectifs de la mixité sociale » (cet article 32 abroge le petit « d » de l'article L.123-2 du Code de l'Urbanisme).*

L'article 40 de la loi complète l'article L.123-1-1 du Code de l'Urbanisme. Il permet, après délibération motivée du Conseil Municipal, de déterminer des secteurs situés en zones urbaines dans lesquels un dépassement des règles relatives au gabarit, à la hauteur, à l'emprise au sol et au coefficient d'occupation du sol sont autorisés pour « permettre l'agrandissement ou la construction de bâtiments à usage d'habitation » selon les conditions précisées dans le texte.

Ce même article 40 modifie l'article L.127-1 du Code de l'Urbanisme, en précisant que cette possibilité de dépassement du COS peut être réservée aux logements à usage locatif bénéficiant d'un concours financier de l'Etat.

5.12 – La Prise en compte de la Politique Energétique

La Loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 « Loi de programme fixant les orientations de la politique énergétique » (Loi POPE)

L'article 30 de cette loi apporte notamment une modification importante au Code de l'Urbanisme.

L'article L.123-1-14 du Code de l'Urbanisme précise que le plan local d'urbanisme peut recommander l'utilisation des énergies renouvelables pour l'approvisionnement des constructions neuves, en fonction des caractéristiques de ces constructions, sous réserve de la protection des sites et des paysages.

L'article L.128-1 du Code de l'Urbanisme prévoit la possibilité de dépassement du coefficient d'occupation des sols (COS) dans la limite de 20 % pour les constructions remplissant les critères de performance énergétique en référence à l'article R.111-21 du Code de la Construction et de l'Habitation. Les dispositions de l'article L.128-1 du Code de l'Urbanisme sont soumises à approbation du Conseil Municipal (article L.128-2 du Code de l'Urbanisme).

Les constructions répondant aux critères de qualité environnementale peuvent bénéficier de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties si elles répondent aux exigences prévues à l'article R.111-20 du Code de la Construction et de l'Habitation.

5.13 - La prise en compte des intérêts de l'agriculture et de la forêt

La loi n°99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole précise dans son article 104 :

- « l'aménagement et le développement durable de l'espace rural constituent une priorité essentielle de l'aménagement du territoire » ;
- « la mise en valeur et la protection de l'espace agricole et forestier devra prendre en compte ses fonctions économique, environnementale et sociale ».

Ces dispositions sont codifiées aux articles L.111-1 et L.111-2 du Code Rural.

L'article L.123-1 du Code de l'Urbanisme précise que le « Plan Local d'Urbanisme expose le diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et précise les besoins répertoriés en matière de développement économique, d'agriculture, d'aménagement de l'espace, d'environnement, ... ».

Il convient donc, pour la collectivité, de prendre en compte les besoins spécifiques de l'agriculture sur le territoire communal en intégrant dans son diagnostic les perspectives du potentiel économique agricole.

La loi 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux définit des modalités de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains. En accord avec les communes concernées, le département peut délimiter des périmètres d'intervention après avis de la Chambre d'Agriculture et enquête publique. Ces

modalités sont codifiées aux articles L.143.1 à L.143.6 et R.143.1 et suivants du Code de l'Urbanisme

La protection et la valorisation de l'espace agricole et forestier

Les intérêts de l'agriculture en terme de protection et de valorisation de l'espace agricole et forestier doivent être pris en compte dans le document d'urbanisme conformément aux articles 36 à 42 du titre II de la Loi d'Orientation Agricole (LOA) 2006-11 du 5 janvier 2006.

Réduction des espaces agricoles ou forestiers

Conformément à l'article R.123-17 du Code de l'Urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme ne peut être approuvé qu'après avis de la Chambre d'Agriculture et, le cas échéant de l'Institut National des Appellations d'Origine (I.N.A.O) dans les zones d'Appellation d'Origine Contrôlée (A.O.C.) et du Centre de la Propriété Forestière lorsqu'il prévoit une réduction des espaces agricoles ou forestiers.

Information communiquée par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt

La superficie boisée de la commune est de 400 hectares, représentant un taux de boisement d'environ 57 %.

Classement AOC

En application de l'article L.641-11 du Code Rural, « tout syndicat de défense d'une appellation d'origine contrôlée peut saisir l'autorité administrative compétente s'il estime que le contenu d'un document d'aménagement ou d'urbanisme en cours d'élaboration, un projet d'équipement, de construction, d'exploitation du sol ou du sous-sol, d'implantation d'activités économiques est de nature à porter atteinte à l'aire ou aux conditions de production, à la qualité ou à l'image du produit d'appellation.

Préalablement à toute décision, cette autorité administrative doit recueillir l'avis du Ministre de l'Agriculture, pris après consultation de l'Institut National des Appellations d'Origine.

Le Ministre de l'Agriculture dispose, pour donner son avis, d'un délai de trois mois à compter à la date à laquelle il est saisi par l'autorité administrative.

Lorsqu'elle décide de ne pas suivre l'avis du Ministre, l'autorité administrative en précise les motifs dans sa décision ».

Information communiquée par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt

La commune de **Castres-Gironde** est classée en zone d'Appellation d'Origine Contrôlée pour l'A.O.C. Graves et l'A.O.C. Bordeaux. A ce titre, il convient d'associer aux réflexions de la collectivité, les service de l'I.N.A.O. et du (des) Syndicats (s) de défense de l'appellation concernée.

En application de l'article L.112-3 du Code Rural et R.123-17 du Code de l'Urbanisme, le Plan Local de l'Urbanisme ne peut être approuvé qu'après avis de la Chambre d'Agriculture et, le cas échéant de l'I.N.A.O. et du Centre de la Propriété Forestière lorsqu'il prévoit une réduction des espaces agricoles ou forestiers.

Contraintes et servitudes particulières liées à l'agriculture

Le territoire communal peut être compris dans le périmètre d'une Association Syndicale Autorisée (ASA). A ce titre, certains équipements relatifs à l'irrigation / drainage peuvent constituer soit des servitudes sur certains terrains, soit une gêne à l'urbanisation et à la construction des parcelles concernées. La collectivité devra prendre l'attache du Directeur de l'ASA.

Il en est de même pour les questions de restructuration foncière (remembrement).

Bâtiments agricoles

En application de l'article L.111-3 du Code Rural, « lorsque des dispositions législatives ou réglementaires soumettent à des conditions de distance l'implantation ou l'extension de bâtiments agricole vis-à-vis des habitations et immeubles habituellement occupés par des tiers, la même exigence d'éloignement doit être imposée à ces derniers à toute nouvelle construction et à tout changement de destination précités à usage non agricole nécessitant un permis de construire, à l'exception des extensions de constructions existantes.

Dans les parties actuellement urbanisées des communes, des règles d'éloignement différentes de celles qui résultent du premier alinéa peuvent être fixées pour tenir compte de l'existence de constructions agricoles antérieurement implantées. Ces règles sont fixées par le Plan Local d'Urbanisme ou, dans les communes non dotées d'un Plan Local d'Urbanisme, par délibération du Conseil Municipal, prise après avis de la Chambre d'Agriculture et enquête publique

Dans les secteurs où des règles spécifiques ont été fixées en application de l'alinéa précédent, l'extension limitée et les travaux rendus nécessaires par des mises aux normes des exploitations agricoles existantes sont autorisés, nonobstant la proximité de bâtiments d'habitations ».

5.14 – Le Schéma de Développement Commercial

La loi n° 73.1193 du 27 décembre 1973, modifiée par la loi n°96.603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce, vise à mieux maîtriser l'expansion de la grande distribution tout en cherchant un meilleur équilibre entre toutes les formes de commerces, en vue d'une meilleure satisfaction des besoins des consommateurs.

Dans le cadre de cette loi, le législateur a créé, par décret n°2002-1369 en date du 20 novembre 2002, les Schémas de Développement Commercial. Ceux-ci, élaborés et approuvés par l'Observatoire Départemental d'Équipement Commercial (ODEC), doivent respecter les orientations définies à l'article L.720.1 du Code du Commerce.

Bien que ne présentant aucun caractère normatif, le Schéma de Développement Commercial a pour but d'éclairer la décision des instances élues, administratives et consulaires. A ce titre, il doit devenir le cadre de référence pour toutes les instances chargées de statuer sur les projets d'implantation ou d'extension d'équipements commerciaux.

En Gironde, le Schéma de Développement Commercial a été adopté par arrêté préfectoral en date du 21 avril 2006.

Les orientations économiques du Plan Local d'Urbanisme de la commune de **Castres-Gironde** devront être compatibles avec le Schéma de Développement Commercial.

5.15 - Saturnisme

Conformément à l'article L.1334-5 du Code de la Santé Publique, l'ensemble du département de la Gironde a été classé en zone à risque d'exposition au plomb par arrêté préfectoral en date du 22 décembre 2000.

Cette information doit être reportée dans les pièces annexes du Plan Local d'Urbanisme (article R.123.13 du Code de l'Urbanisme).

5.16 – Le tourisme

Il est rappelé que l'accueil de camps sous tentes sur la commune, notamment dans le cadre de centres de loisirs doit respecter les prescriptions suivantes :

- ♦ le camping est interdit, dans un rayon de 200 mètres autour des points d'eau captés pour la consommation humaine, ou dans un site inscrit ou protégé et à moins de 500 mètres d'un monument historique ;

- ♦ la pratique du camping peut être interdite par arrêté municipal dans certaines zones, notamment pour des raisons de sécurité ou de salubrité.

Le décret n°2003-685 du 24 juillet 2003 relatif au caractère agricole des activités d'accueil touristique situées sur l'exploitation agricole précise les conditions particulières d'accueil touristique pouvant être développées sur les exploitations agricoles

Le décret n°2005-368 du 19 avril 2005 précise, à l'article D-722-4 du Code Rural les activités d'accueil touristique qui entrent dans le champ d'application du régime agricole.

6) AUTRES PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES

6.1 – Amendement Dupont

Au titre de l'article L.111.1.4 du Code de l'Urbanisme – Amendement Dupont, la commune de **Castres-Gironde** est concernée par ce texte au titre de l'urbanisation hors agglomération aux abords des voies à grande circulation, c'est-à-dire **la Route Départementale 1113 (ex R.N.113)**.

L'article L.111.1.4 du Code de l'Urbanisme prévoit la mise en place d'une bande inconstructible de 75 mètres (R.D.1113) de part et d'autre de l'axe de cette voie.

Ces dispositions ne s'appliquent pas dès lors qu'une étude justifie les règles concernant ces zones contenues dans le Plan Local d'Urbanisme au regard notamment :

- Des nuisances ;
- De la sécurité ;
- De la qualité architecturale ;
- Ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages afin de préserver la qualité des entrées de ville.

L'inconstructibilité prévue au 2^{ème} alinéa ne concerne pas :

- Les constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières ;
- Les services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières ;
- Les bâtiments d'exploitation agricole ;
- Les réseaux d'intérêt public.

6.2 – Environnement et milieux naturels

La protection des espaces naturels

Au titre de l'article L.121.1 du Code de l'Urbanisme, de la protection des espaces naturels et des sites et au vu des inventaires scientifiques menés à l'initiative des services de l'Etat, la commune de **Castres-Gironde** est concernée par :

Les données environnementales disponibles – les zones Natura 2000

Les sites Natura 2000 sont des espaces d'intérêt écologique rares ou remarquables reconnus par la Commission Européenne. Ils sont issus des Zones Spéciales de Conservation (Directive Habitats) et des Zones de Protection Spéciale (Directive Oiseaux).

La Directive Européenne 2001/42/CE du 27 juin 2001 rappelle l'exigence d'évaluation environnementale liée à la présence d'un Site Natura 2000 pour tout plan, projets de travaux et programmes.

Les données environnementales sont disponibles sur les sites :

<http://www.aquitaine.ecologie.gouv.fr/basecommunale.php3>

<http://natura.2000.ecologie.gouv.fr/regions/departements/DEPFR612.html>

La Directive « Habitats » du 21 mai 1992

Elle met en avant la conservation des habitats naturels de la faune et de la flore sauvage. Elle prévoit la création d'un réseau écologique européen des Zones Spéciales de Conservation (ZSC).

Le territoire communal de **Castres-Gironde** est concerné par deux réseaux Directives Habitats :

- « La Garonne »
- « Réseau hydrographique du Gat Mort et du Saucats »

Le site Natura 2000 « réseau de Garonne » n'est pas encore doté d'un Document d'Objectifs (DOCOB).

La présence ou la proximité du site Natura 2000 peut amener l'obligation de réaliser une évaluation des incidences sur l'environnement du Plan Local d'Urbanisme de la commune de **Castres-Gironde**, au titre de l'article L.121-10-4^{ème} alinéa du Code de l'Urbanisme.

6.3 – Déplacements et Sécurité Routière

La gestion des déplacements

Le projet de la collectivité doit prendre en compte la politique globale des transports au service d'un développement durable :

- maîtriser les besoins de déplacement et de circulation automobile. C'est notamment, offrir une alternative à la voiture particulière grâce aux modes de transport doux (piéton, cycliste,

... et « fixer les règles permettant d'atteindre l'équilibre entre l'urbanisation et les transports collectifs ».

- favoriser le développement des transports collectifs qui ont un caractère prioritaire. Cela peut être, entre autres, le rabattement des itinéraires cyclables vers les axes de transports collectifs.
- partager la voirie en faveur de toutes les catégories d'usagers et tous les modes.
- réduire les nuisances en favorisant les modes de transport doux (notamment par le confort, la cohérence, la continuité et la sécurité des itinéraires).

La sécurité routière

Le Plan Local d'Urbanisme doit être conçu à la fois pour permettre le traitement de certaines causes d'insécurité déjà identifiées, pour mettre en œuvre des améliorations qualitatives du réseau et de manière à ne pas créer de nouvelles situations d'insécurité.

Le traitement des facteurs d'insécurité doit s'appuyer sur un diagnostic de l'accidentologie, bâti sur une période de cinq ans minimum et sur la connaissance du territoire.

Le rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme traitera des dispositions adoptées par la commune dans ce domaine

Il convient de prendre en compte ces différents éléments et les intégrer à la démarche de manière à assurer la sécurité de l'ensemble des usagers amenés à fréquenter ces voies.

De plus, il conviendrait de prévoir des aménagements routiers en fonction des capacités d'accueil des futures zones d'habitat ou d'activités, et d'en regrouper les accès.

Des améliorations qualitatives du réseau pourront également résulter d'une réflexion sur la fonction et les caractéristiques actuelles des voies :

- ♦ en les hiérarchisant entre fonction structurante, itinéraires alternatifs et circulation « apaisée » ;
- ♦ en établissant un schéma des itinéraires cyclables ;
- ♦ en effectuant un diagnostic sécurité basé sur les problèmes de capacité et de visibilité des carrefours, ainsi que sur la visibilité en courbe et en profil en long des voies ;
- ♦ en réalisant un diagnostic de l'implantation des arrêts bus ;
- ♦ en formalisant les choix de partage de l'espace public ;
- ♦ en prévoyant le traitement qualitatif des entrées d'agglomération.

La création de nouvelles situations d'insécurité devra être évitée par l'adoption de mesures préventives :

- ♦ en analysant l'impact des créations / extensions des équipements générateurs de trafic (surfaces commerciales, établissements scolaires et sociaux-culturels, entreprises à effectif important ...) ;
- ♦ en évitant les créations d'accès isolés en rase campagne ou en les regroupant ;
- ♦ en prévoyant en cas de création de zones « AU » les itinéraires pour les modes de déplacement doux en évitant les voies très circulées ;
- ♦ en évitant de densifier ou d'ouvrir à l'urbanisation des zones desservies par des points sensibles (proximité de passages à niveau, carrefours accidentogènes) dont l'aménagement ne serait pas prévu ;
- ♦ en luttant contre l'urbanisation linéaire le long des axes routiers importants, hors agglomération et en zone péri-urbaine ;
- ♦ en recherchant, pour les nouvelles zones à urbaniser, le regroupement des accès autour de voies à circulation apaisée (« zone 30 ») ou des contre-voies, intégrant l'ensemble des fonctions (circulation, stationnement, cyclistes, piétons).

A titre indicatif, entre 2003 et 2007, la commune de **Castres-Gironde** comptabilise cinq accidents ayant fait un blessé hospitalisé et cinq blessés non hospitalisés.

Tous les accidents se sont produits sur le réseau départemental dont trois en agglomération.

Les véhicules légers et utilitaires représentent la majorité des véhicules impliqués dans les accidents, mais on note la présence de deux piétons blessés non hospitalisés.

L'analyse des accidents permettra de mieux appréhender les enjeux liés à la sécurité routière et de proposer les aménagements et équipements nécessaires à une urbanisation cohérente.

Le Plan Local d'Urbanisme de **Castres-Gironde** devra veiller à intégrer une réflexion globale sur le traitement des routes extérieures à l'agglomération notamment en menant des études approfondies pour d'éventuels débouchés de lotissements, zone d'activités (etc ...) sur le réseau départemental. Il devra également porter une attention particulière aux propositions de nouvelles infrastructures à l'intérieur de l'agglomération.

Le domaine public ferroviaire **(Ligne à Grande Vitesse « Bordeaux – Espagne »)**

Information communiquée par Réseau Ferré de France

Ce service signale que la commune de **Castres-Gironde** est concernée par le projet ferroviaire de la Ligne à Grande Vitesse « Bordeaux – Espagne ».

A ce jour, aucun tracé n'est arrêté, mais un « couloir d'études » a été défini, à l'intérieur duquel le meilleur tracé possible sera recherché

Les études de tracé et la concertation sur leur définition vont intervenir entre 2009 et 2011.

Conformément à la déclaration d'intention signée le 25 janvier 2007 entre le Ministre chargé des Transports, les Présidents de Régions et Réseau Ferré de France, le calendrier établi prévoit l'engagement des études rapidement afin de lancer la procédure d'enquête publique fin 2011.

De plus, des arrêtés de périmètres d'études devraient être pris lors du comité de pilotage du mois d'avril prochain.

Réseau Ferré de France a ouvert un site dédié aux grands projets du Sud-Ouest :

www.gps.o.fr

Le fuseau de passage de 1 000 mètres de large environ devrait être connu à l'automne 2009 et celui de 500 mètres à l'automne 2010.

6.4 – Compatibilité avec les documents d'ordres supérieurs

Conformément à l'article L.123-1 du Code de l'Urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme de la commune de **Castres-Gironde** doit être compatible avec :

- le Schéma Directeur de l'Aire Bordelaise approuvé par le Comité Syndical du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de l'Aire Métropolitaine Bordelaise en date du 26 septembre 2001 ;
Ce document est actuellement en cours de révision.
- les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) en application de l'article L.212-1 du Code de l'Environnement ainsi qu'avec les objectifs de protection définis par les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) en application de l'article L.212-3 du même Code.
- Le Programme Local de l'Habitat (une fois approuvé).

6 5 – Servitudes d'Utilité Publique

Conformément à l'article L.126.1 du Code de l'Urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme devra comporter en annexe les servitudes d'utilité publique (liste, plans et pièces écrites joints en annexe).

Information communiquée par le Réseau de Transport d'Electricité (RTE) :

Ce gestionnaire demande à être consulté pour chacune des différentes phases de réalisation ou d'évolution du Plan Local d'Urbanisme de cette commune.

Information communiquée par le Service Maritime et Eau

1 - Les documents d'urbanisme devront être conformes aux prescriptions du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (loi n° 2006 - 1772 du 30 décembre 2006, article L.2131-2).

Les propriétés riveraines de cours d'eau domaniaux sont donc grevées de la servitude de marchepied et ne peuvent planter d'arbres ni se clore par haies autrement qu'à une distance de 3,25 mètres.

De même est définie dans cet article, la servitude de halage lorsque existe un chemin de halage ou d'exploitation dans l'intérêt de la navigation.

2 - La législation sur les digues (Décret n° 2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques) impose aux gestionnaires d'ouvrages un diagnostic et un suivi en coordination avec le service de Police de l'Eau. Ces obligations seront indiquées aux propriétaires et gestionnaires de digues et barrages, afin de leur rappeler leurs obligations en la matière, notamment la nécessité de produire des études de danger. La commune de **Castres Gironde** est concernée sur la Garonne avec une digue de 600 mètres gérée par un particulier, et une vigilance particulière est donc demandée lors de l'urbanisation sur l'exposition aux risques de rupture de digues et barrages, ces derniers étant souvent mal identifiés (retenues collinaires en particulier).

3 - La présence de zones humides sur le territoire girondin a déjà fait l'objet de cartographies, qui devront être complétées à l'échelon communal ou intercommunal avant 2015, selon les orientations du SDAGE en cours d'approbation.

Afin d'améliorer leur préservation, une circulaire du 30 juillet 2008 a mis en place des dispositifs d'incitation fiscale, par le biais d'une exonération temporaire de la taxe foncière sur les propriétés non bâties. Cet outil s'inscrit dans l'optique d'une amélioration de la préservation de ces espaces essentiels.

La loi dite de « Développement des territoires ruraux » 2005-157 du 23 février 2005 prévoit la délimitation des zones humides stratégiques pour la gestion de l'eau dans le cadre du SAGE Garonne en cours d'élaboration. Cette délimitation doit être réalisée avant 2013 et donnera lieu à l'instauration de servitudes par le Préfet dont la compensation est à la charge de la collectivité publique les ayant demandées. Dans l'attente de cette délimitation, les zones inondables risquent d'être considérées comme zones humides.

4 - En matière de projet d'intérêt général, il conviendrait de mentionner l'ensemble des projets de franchissement des voies d'eau.

5 - L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme et le zonage associé devront intégrer les usages de la Garonne, à savoir les aménagements susceptibles d'être réalisés sur ces voies en terme d'exploitation (création de haltes nautiques, ...) ou de navigation (mise en place de balisage, dragage, passage de câbles sous-marins, ...).


6 - La STEP de **Castres Gironde** est aujourd'hui en limite de capacité. Un arrêté préfectoral de mise en demeure a été dressé à l'encontre du Syndicat Intercommunal de Castres – Portets – Arbanats afin d'obtenir la mise en conformité des dispositifs épuratoires des communes de Portets et d'Arbanats. Une station doit être construite pour les trois communes, mais le projet n'est pour l'heure pas avancé. **Castres Gironde** est donc en limite de capacité avec un projet de station intercommunale non abouti.

Information communiquée par la Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement d'Aquitaine

Ce service mentionne qu'actuellement, aucune carrière en exploitation n'est implantée sur le territoire de la commune de **Castres-Gironde**.

Toutefois, le décret en date du 17 juillet 1970 définit une zone spéciale de recherches et d'exploitation de carrières de sables et graviers d'alluvions dans le département de la Gironde qui inclut cette commune.

Il précise également l'existence d'une cavité souterraine issue d'ancienne carrière souterraine dont l'activité est abandonnée sur le territoire de la commune de **Castres-Gironde**.

 Annexe 7 : Rapport D.R.I.R.E. -

Information communiquée par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

Hygiène des Etablissements Sociaux et Médicaux Sociaux

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de **Castres-Gironde** devra prendre en compte l'existence de trois établissements de ce type sur le territoire communal :

- une crèche ;
- une maison de retraite ;
- un Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T.).

Espaces et Opérations Funéraires

Les services de la D.D.A.S.S. signalent que le cimetière a fait l'objet d'un agrandissement en 1993.

De surcroît des emplacements se libèrent dans la partie la plus ancienne.

7) LES ETUDES A DISPOSITION DE LA COLLECTIVITE

L'Etat dispose d'études pouvant être mises à disposition ou consultées à votre demande. Il s'agit des études suivantes :

- une étude relative à la connaissance et la valorisation des paysages de la Gironde (Folléa-Gauthier 1997) sur le site Internet de la D.D.E.
(<http://www.gironde.equipement.gouv.fr/>) ;
- le profil environnemental de la Gironde sur le site internet de la D.D.E.
(<http://www.gironde.equipement.gouv.fr/>) ;
- le schéma de services collectifs des espaces naturels et ruraux (document pouvant être consulté à la Direction Régionale de l'Environnement d'Aquitaine) ;
- les fiches « recensement agricole 2000 » : « Fiche communale viticulture » et « Fiche comparative 1979-1988-2000 » DRAF Aquitaine – SRISE – RA 2000 (Cette fiche est fournie afin de dégager la tendance observée entre 1979 et 2000. Elle ne saura se substituer à un diagnostic actualisé de l'économie agricole) (jointes au présent dossier) ;
- une étude du Service Départemental d'Incendie et de Secours relative à l'état du réseau de défense incendie (jointe au présent dossier).